

La loi qui punit clients et proxénètes : en Suède, les michetons ont la trouille

Autor(en): **Dussault, Andrée-Marie**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **L'Émilie : magazine socio-culturelles**

Band (Jahr): **[91] (2003)**

Heft 1473 [i.e. 1472]

PDF erstellt am: **11.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-282543>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La loi qui punit clients et proxénètes

En Suède, les michetons ont la trouille

La loi sur la prostitution la plus médiatisée souffle sa troisième bougie. Pour l'occasion, l'ambassade de Suède à Paris conviait la police et les responsables de l'égalité à l'Etat de Suède pour en tirer le bilan devant les associations féministes françaises et les journalistes. Pénalisant à la fois les clients et les proxénètes, tout en protégeant les prostituées, la législation suédoise en vigueur depuis 1999 porte des fruits et est soutenue par 80% de la population.

ANDRÉE-MARIE DUSSAULT

« Avant, les macs envoyaient les filles sur la rue et se posaient au bistrot, en attendant que l'argent rentre. Aujourd'hui, ils sont obligés de monter toute une organisation, en se faisant très discrets, pour que leur trafic fonctionne. » Voilà un des constats de Kajsa Wahlberg, de la Direction nationale de la police suédoise au sujet de la loi sur la prostitution en vigueur depuis 1999. Parmi les autres intervenant-e-s invité-e-s le 11 mars par l'ambassade de Suède à Paris à s'exprimer sur le bilan des premières années d'application de la loi, Gunilla Ekberg, du « Bureau de l'égalité » suédois, a pour sa part souligné qu'en deux ans, 360 clients ont été arrêtés pour avoir tenté d'« acheter des femmes », selon l'expression consacrée en Suède. De quoi dissuader les acheteurs potentiels. Car les malheureux qui se font prendre en flagrant délit d'achat de sexe risquent une amende ou jusqu'à six mois d'emprisonnement. Equitable, l'amende a la vertu d'être proportionnelle au revenu du client. Du coup, en Suède, les clients ont la trouille !

Réduction drastique du marché de la prostitution

En moins de trois ans, la seule loi au monde qui punit les proxénètes et les clients et qui protège les prostituées - sans doute débattue et votée grâce à un Parlement composé à 44% de femmes - a donné des résultats largement jugés satisfaisants puisque huit personnes sur dix en Suède y sont favorables, « estimant que la prostitution est incompatible avec les valeurs défendues par la démocratie » explique Gunilla Ekberg. Même la police, réputée conservatrice et machiste, considère que la nouvelle législation a considérablement facilité l'arrestation de proxénètes et a permis de réduire la prostitution et la traite des femmes des deux tiers dans le pays.

Outre le fait que la Suède est devenu un « mauvais marché » pour les trafiquants (c'est ce qu'ont révélé les conversations sur

écoute des agents du crime organisé) et que les clients y pensent deux fois avant de passer à l'acte, Kajsa Wahlberg et Gunilla Ekberg ont relevé que, d'une part, les zones publiques où elle se pratiquait ont vu disparaître non seulement les acteurs de la prostitution, mais aussi la violence et la drogue qui l'accompagnaient. D'autre part, depuis l'entrée en vigueur de la loi, les prostituées sont beaucoup plus nombreuses à contacter les associations féministes pour dénoncer des clients et/ou demander de l'aide. Selon la responsable de l'égalité, parmi celles qui ont essayé de se sortir du milieu, 60% y seraient parvenues de façon permanente.

Les Suédois font leurs achats chez les voisins

Malgré l'apparent succès de la loi suédoise, des difficultés subsistent. Dans certains districts, les procureurs, les juges et les policiers, majoritairement masculins, ont parfois plus de sympathie pour les clients que pour les prostituées, rendant parfois l'application de la loi malaisée. Autre problème : les pays frontaliers n'ayant pas de loi restrictive par rapport à la prostitution, les Suédois vont faire leurs courses chez les voisins (ou sur Internet). En revanche, si la Norvège et la Finlande se dotaient d'une législation similaire, les lois suédoises étant extra-territoriales (les Suédois-e-s enfreignant les lois d'autres pays peuvent être poursuivis par leurs propres autorités), c'est peut-être toute une région qui verrait fondre son marché de la prostitution.

Enfin, une critique sévère et récurrente quant à la nouvelle loi consiste à dire que si la prostitution a disparu de la rue, c'est qu'elle s'est déplacée vers des zones plus cachées, impliquant ainsi pour les femmes des conditions plus difficiles et dangereuses. A cette critique, Kajsa Wahlberg répond qu'« il y a un mythe autour de la « prostitution cachée » et que la police sait très bien où se trouve la prostitution ». Elle ajoute que « la prostitution étant une activité commerciale, pour vendre le « produit », il faut le faire connaître, le rendre visible ». Elle reste convaincue que les clients étant plus craintifs, donc moins nombreux et visibles, la Suède est devenu un marché insuffisamment lucratif pour les trafiquants, donc inintéressant. Ils iront donc faire leur business ailleurs, là où la loi leur est favorable. Et ils ont le choix. »